

L'hon. M. Benson: L'éminent honorable vis-à-vis m'a posé une question à ce sujet tantôt. D'après les renseignements que je possède et qui ne décomposent pas ces articles entre les services—mais je suis sûr qu'il est bien au courant de cette façon d'agir—à la fin de l'année, des virements ont été effectués au ministère de la Défense nationale, non pas entre les crédits mais entre les diverses catégories; les salaires et traitements des civils au sein du ministère de la Défense nationale exigent un montant supérieur à 15 millions.

(Le crédit est adopté.)

SANTÉ NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

Services médicaux—

20g. Administration, direction et entretien, \$1,970,000.

(Le crédit est adopté.)

POSTES

1g. Services postaux, \$12,700,700.

(Le crédit est adopté.)

CONSEIL PRIVÉ

A—Conseil privé—

Bureau du conseil privé—

5g. Ministres sans portefeuille—Nonobstant les dispositions de la Loi sur l'administration financière et celles de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes concernant l'indépendance du Parlement, paiement à chaque membre du Conseil privé de la reine pour le Canada, ayant qualité de ministre, mais pour qui il n'est prévu ni traitement ni indemnité en sus des indemnités que prévoient les articles 33 et 44 de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, d'un traitement de \$7,500 par année ou au prorata à l'égard de toute période inférieure à une année, l'acceptation de ce traitement ne devant pas entraîner l'inéligibilité ni la déchéance de l'intéressé en tant que membre de la Chambre des communes, \$1,715.

(Le crédit est adopté.)

15g. Dépenses des commissions royales d'enquête selon le détail des affectations, \$145,500.

M. Knowles: Monsieur le président, ce crédit affecte des fonds aux diverses commissions royales d'enquête. Le budget supplémentaire renferme à la page 17 une ventilation. Les dépenses de la Commission royale d'enquête sur le statut des femmes semblent minimales pour une commission royale. Le ministre pourrait-il nous donner des explications là-dessus?

• (9.00 p.m.)

L'hon. M. Benson: Comme le député le sait, cette commission n'a été instituée que très récemment et le montant indiqué ici n'est qu'un commencement. Le gros des dépenses sera prévu dans le budget de 1967-1968.

M. Knowles: Alors, quand une année complète se sera écoulée, nous aurons l'égalité des sexes?

[L'hon. M. Benson.]

L'hon. M. Benson: Nous dépenserons alors autant pour les femmes que pour les hommes, j'en suis certain.

(Le crédit est adopté.)

Conseil économique du Canada—
20g. Administration, \$120,000.

L'hon. M. Bell: Le poste comprend un crédit de \$19,200, sous la mention «Renvoi spécial afférent au ministère du registraire général». Le ministre indiquerait-il quelle est la nature de ce renvoi spécial au Conseil économique du Canada?

L'hon. M. Benson: Je puis répondre de mémoire à cette question. Si je me trompe, je rectifierai. Je pense que le renvoi concerne les affaires du consommateur et les coalitions. On mentionnait spécialement le Conseil économique.

(Le crédit est adopté.)

COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE

1g. Dépenses d'administration, \$44,700.

M. Knowles: L'adoption de ces crédits pour l'année financière 1966-1967 signifie-t-elle que la Commission est complètement constituée? Le ministre peut-il nous dire si le règlement du bill n° C-170 créant la Commission a été promulgué?

L'hon. M. Benson: La Commission est constituée dans la mesure du possible. On en a nommé immédiatement le président et le vice-président; les employés et les employeurs ont nommé deux ou trois membres, trois chacun je crois. On a eu de la difficulté à trouver le genre de représentant qui convient. La Commission est à l'œuvre, cependant, et je crois savoir que le règlement a été promulgué, mais peut-être pas entièrement. Il me faudrait vérifier avant d'en informer le député.

M. Knowles: Le ministre compte-t-il que tout se fera dans le délai que nous avons prévu?

L'hon. M. Benson: Oui, j'ai tout lieu de le croire.

(Le crédit est adopté.)

TRAVAUX PUBLICS

A—Ministère—

1g. Administration générale, \$275,000.

(Le crédit est adopté.)

Services du logement—

5g. Entretien et service de bâtiments et terrains publics, \$1,010,000.

Le crédit est adopté.